

RECU DÉMOCRATIQUE - RECENTRALISATION MANIPULATION ÉLECTORALE



MOBILISATION GÉNÉRALE

POUR LA JUSTICE ET L'ÉGALITÉ TERRITORIALE

TRAVAIL PARLEMENTAIRE ■ Les députés socialistes font entendre leur voix

RÉGIONALES ■ La Bretagne et la Champagne - Ardenne **histoire** ■ Jaurès dans le texte





Les entretiens DE SOLFERINO

Mercredi 18 novembre 2009
de 18h 30 à 20h 30 au siège du Parti socialiste
10, rue de Solferino - 75007 PARIS

Salle : Marie-Thérèse EYQUEM

Laurence DUMONT secrétaire nationale à la Formation
Emmanuel MAUREL secrétaire national aux Universités
Permanentes et d'été

vous invitent à débattre avec : **Michel DEBOUT**
Psychiatre, Professeur de médecine légale
et de droit de la santé,
Président de l'Union Nationale pour la prévention du suicide

autour de son ouvrage :
**« Tout doit disparaître ; travail
et souffrances psychologiques »**
Éditions Narratives 2009

Inscription obligatoire auprès de Christine,
E-mail : formation@parti-socialiste.fr
Tél. : 01 45 56 76 13

Vieillir est une chance

Michèle Delaunay
vous invite à en débattre
entre experts et grands témoins de tous âges

MERCREDI 28 OCTOBRE
19h30 • ATHÉNÉE MUNICIPALE

www.michèle-delaunay.net

Vieillir est une chance !

Michèle Delaunay
vous invite à en débattre
entre experts et grands témoins de tous âges

Intervenants :
• Catherine LEBLANC, Présidente de la Fondation nationale de gérontologie
• Françoise KILBINGER, Chef de service gériatrique, Hôtel Geriatrique de la Vallée
• Jean-Marie LEBLANC, Directeur du pôle gériatrique
• Jean-Paul LEBLANC, Secrétaire général de l'Université de Bourgogne
• Jean-Marie LEBLANC, Directeur général de Santé publique
• Michèle DELAUNAY, Fondatrice nationale de l'âge personnel (âge de la personne)

Exposition de :
• Catherine LEBLANC, Fondatrice nationale de l'âge personnel (âge de la personne)
• Catherine LEBLANC, Fondatrice nationale de l'âge personnel (âge de la personne)
• Catherine LEBLANC, Fondatrice nationale de l'âge personnel (âge de la personne)

MERCREDI 28 OCTOBRE
19h30 • ATHÉNÉE MUNICIPALE

**Le premier des 3 forums de l'âge, organisé
par le secrétariat national du PS aux per-
sonnes âgées et à la dépendance se tien-
dra le 28 octobre prochain à l'Athénée.**

Questions structurelles sur l'allongement de la vie et sur
la solidarité intergénérationnelle seront au rendez-vous.

**Les deux prochains forums se tiendront
à Rouen le 18 novembre
et à Grenoble le 21 novembre.**

LA VILLE D'ÉVRY RECRUTE

**Type de contrat : Catégorie A ou B (filière administrative ou
animation) ou contractuel**
Salaire : 38 000 euros à 40 300 euros

Directeur de centre socio-éducatif, culturel et social (H/F)

- Garantir le bon déroulement de l'élaboration, et de la mise en œu-
vre, de la conduite et de l'évaluation de ce projet ainsi que son
renouvellement
- Analyser l'environnement du centre social dans sa complexité afin
de concevoir une stratégie d'action et de promouvoir des projets
adaptés.
- Mobiliser l'ensemble des partenaires autour de la réalisation de ces
projets, animer le partenariat.
- Appui et animation de la vie associative du quartier
- Assurer la coordination générale du centre social dans le respect
des orientations données par les élus.
- Animer et coordonner l'équipe autour du projet social
- Assurer la gestion administrative et financière et la logistique

Profil :

Titulaire d'un diplôme de niveau II (BAC+3-bac+4) minimum en
développement local ou gestion d'organisme à vocation socio-culturel
Sensibilisation forte aux valeurs éducatives
Sens aigu du service public
Expérience confirmée de direction d'un équipement
Bonne capacité d'analyse et de synthèse.
Maîtrise de la relation partenariale et institutionnelle et des dispositifs
du secteur de l'animation.
Capacité d'écoute, de dialogue et de travail en équipe,
Maîtrise des outils de gestion administrative, financière et ressources
humaines et rigueur de gestion

Disponibilité : à pourvoir rapidement
Temps hebdomadaire de travail : 35 heures
Salaire : 38 000 euros à 40 300 euros

**Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation +
CV), en précisant la référence du poste uniquement par
mail à : Référence poste : 2009/directeur centre social
i.rodrigues@mairie-evry.fr**

agenda du parti

TOUR DE FRANCE DU PROJET

Jeudi 5 novembre

à Tourcoing (Nord)

Mercredi 25 novembre

à La Seyne-sur-Mer (Var)

Mercredi 18 novembre

à Nancy

Mercredi 2 décembre

à Rennes (Ille-et-Vilaine)

(Meurthe-et-Moselle)

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

- DIRECTEUR DE LA REDACTION : Benoît Hamon • REDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • REDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32), • SECRÉTAIRE DE REDACTION : Stéphanie Platat (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTAIRAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABBONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 180 000 exemplaires.

Au travail pour l'emploi



Alain Vidalies

secrétaire national au Travail et à l'Emploi

■ sommaire

Actualités France p.6 à 11

La lutte pour le territoire

La niche parlementaire

Journée emploi p.12 à 15

Le juste prix du travail

Régionales p.16 à 23

Focus sur la Bretagne
et la Champagne-Ardenne

Histoire p.24 à 25

l'ABC de Jaurès

Le Parti socialiste a organisé samedi 17 octobre une journée de réflexion sur l'emploi. Toute la journée, l'ensemble des organisations syndicales ont débattu avec nous de ce qui reste la première préoccupation des Français. Une table ronde a réuni, autour des socialistes, les partenaires de gauche : Parti communiste, Verts, PRG, MRC. Cette rencontre marque notre volonté de rassemblement de la gauche et la disponibilité des autres partis pour engager un travail en commun.

Sur le fond, les réponses évoquées par chaque parti ont révélé de profondes convergences sur les enseignements à tirer de la crise du capitalisme financier et sur les propositions que la gauche doit porter dans le débat public.

Ces convergences sont aussi fortes sur les propositions pour protéger les victimes de la crise, notamment par un allongement et une augmentation de l'indemnisation des chômeurs et la demande d'une nouvelle législation pour empêcher les licenciements boursiers.

Tous les partis présents ont affirmé la nécessité d'une politique industrielle dont l'État doit se donner les moyens par un pôle public et des fonds régionaux d'investissement.

Nous avons également abordé l'emploi des jeunes, la lutte contre la précarité et l'égalité homme-femme.

De ces débats, il ressort que l'idée de la mise en oeuvre d'une véritable sécurité sociale professionnelle doit être au coeur de la réponse de la gauche et que la croissance durable est un objectif partagé.

Les syndicats et les partis de gauche ont tous relevé l'urgence d'un débat public sur les conditions de travail, sur le stress, sur la santé au travail.

Nous étions peut-être loin de l'agitation médiatique mais certainement près des préoccupations réelles des Français.

Nous savons que seul le rassemblement de la gauche permet les conditions de la victoire : nous y travaillons.

LE CHIFFRE

12,3 millions de personnes sont victimes d'exploitation et de travail forcé dans le monde. En France, une majorité de migrants chinois sont parfois forcés de travailler vingt et une heures par jour, selon l'OSCE. Une campagne de publicité pour sensibiliser les consommateurs sur l'origine et les conditions de fabrication des produits qu'ils achètent vient d'être lancée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

12,3**Médias****La charge de Lefebvre**

Nicolas Sarkozy aime contrôler l'élan médiatique français. Et son ami et porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre ne supporte pas les contrevenants. Le 19 octobre, il a une nouvelle fois pesté contre les « vilénies quotidiennes » propagées « par un certain nombre de journalistes qui n'ont qu'une idée en tête, faire trébucher le président de la République ». Pour le PS, « ce qui gêne fondamentalement Monsieur Lefebvre, c'est qu'il existe en France des médias indépendants qui font vivre le pluralisme de l'information ». Effectivement inacceptable pour le porte-parole de l'UMP.

Recherche**Le CNRS vacille**

Soixante-dix ans après sa création, le CNRS a permis, grâce aux travaux de ses chercheurs, des nombreuses avancées scientifiques reconnues à l'échelle internationale. Mais « depuis 2002, la droite n'a de cesse d'affaiblir le CNRS, por-

tant atteinte à l'ensemble de la recherche française. Il y a moins de chercheurs au CNRS aujourd'hui qu'en 1990 et leur situation s'est dégradée, ce qui entraîne une crise des vocations », déplorent les socialistes. Le budget 2010 prévoit une nouvelle baisse des moyens consacrés à la recherche.

Santé**Inégalité devant les soins**

Les dépassements d'honoraires atteignent 2 milliards d'euros sur les 18 milliards que représentent la totalité des consultations. Mais le gouvernement ne fait rien pour lutter contre de tels abus, et propose la création d'un secteur dit « optionnel ». « Concrètement, des médecins qui pratiquaient les tarifs de la Sécurité sociale vont pouvoir augmenter leurs honoraires. Dans le même temps, les médecins qui pratiquaient déjà des dépassements n'auront aucune obligation de revoir les leurs à la baisse. Cela représente une remise en cause des tarifs dits « opposables », c'est-à-dire

fixés et remboursés par la Sécurité sociale. Avec ce nouveau secteur, le maquis tarifaire va s'épaissir, ce qui favorise toutes les dérives. », s'inquiètent les socialistes.

Afghanistan**Les mensonges de Besson**

La nouvelle est tombée comme un couperet. La France et le Royaume-Uni ont programmé, le 20 octobre, un vol Paris-Kaboul pour rapatrier au forceps 16 clandestins afghans accompagnés de huit policiers. Partie de Londres, cette opération menée au pas de charge, sans la moindre sécurité, jette une nouvelle fois l'opprobre sur la politique menée par le chef de l'État et son ministre de l'Immigration. « Il est absolument hallucinant que la terre des droits de l'Homme et la terre d'accueil renvoient dans la gueule du loup des hommes et des femmes qui fuient ceux que l'on combat par ailleurs sur leur territoire », a aussitôt réagi Martine Aubry. « Eric Besson persiste dans ses mensonges, a renchéri Sandrine Mazetier, secrétaire nationale en charge de l'Immigration. En procédant à des expulsions collectives vers un pays en guerre, il sait parfaitement que les conditions qu'il avait posées ne sont pas respectées et que la sécurité des exilés ne peut être assurée en Afghanistan. Il bafoue les principes élémentaires du droit d'asile ».

Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

Les Pôle emploi dénoncent

Les syndicats de Pôle Emploi ont appelé, le 20 octobre, à une grève de 24 heures pour dénoncer les conditions de travail et le manque de moyens donnés aux agents pour répondre à la hausse du chômage en France. Les 46 000 agents du Pôle souffrent, depuis la fusion de l'ANPE et des Assedics, d'un manque de formation flagrant, et doivent pourtant répondre aux attentes des centaines de milliers de demandeurs d'emploi supplémentaires.

"Aujourd'hui, nous constatons tous les jours sur le terrain, dans les unités et les services, que la situation devient de plus en plus difficile et intolérable. Au nom de l'affichage d'une fusion 'réussie', Pôle Emploi crée un mal-être pour les agents et des services dégradés pour les usagers", dénoncent les syndicats dans un communiqué publié par l'UNSA.

« La remise en cause de tous les services publics »

Nicolas Sarkozy persiste à vouloir redessiner la carte de France des territoires. Lors d'une conférence de presse, le 20 octobre, Élisabeth Guigou, secrétaire nationale à la Réforme de l'État et aux collectivités territoriales, et Laurent Fabius, député de Seine-Maritime, sont revenus sur la pseudo réforme territoriale de Nicolas Sarkozy. Entretien avec Laurent Fabius, qui dénonce un mépris pour les élus locaux.

Pourquoi refusez-vous la « réforme territoriale » proposée par Nicolas Sarkozy ?

Cette « réforme » n'en est pas une. À y regarder de près, elle a trois caractéristiques : aggravation, recentralisation, manipulation.

C'est tout d'abord une aggravation fiscale pour les ménages qui devront supporter une part plus grande des impôts locaux : leur répartition passerait ainsi de 49 % pour les ménages et 51 % pour les entreprises à 73 % pour les ménages et seulement 27 % pour les entreprises. C'est aussi une aggravation fiscale pour les collectivités territoriales elles-mêmes puisque les nouvelles dispositions gouvernementales conduiraient à une nouvelle dégradation de leurs ressources (plus de 20 000 communes verraient baisser, en 2010, leurs dotations) qui entraînerait une hausse des impôts locaux et/ou un affaiblissement des services publics locaux (les services scolaires, les aides aux familles et à nos aînés, les crèches, etc...).

C'est cela le cœur du problème : avec cette réforme, les

services publics locaux auxquels les Français sont attachés ne pourront plus être financés correctement. Il y aura moins pour réparer les routes, pour entretenir les écoles, les collèges, les lycées, moins pour aider les aînés ou les personnes souffrant d'un handicap. En un mot, Nicolas Sarkozy va faire au niveau local ce qu'il fait au niveau national : la remise en cause de tous les services publics.

Un autre exemple. C'est un peu technique, mais les conséquences seront dramatiques. Avec la disparition de ce que l'on appelle la « clause de compétence générale » pour les départements et les Régions, ces collectivités ne pourraient plus soutenir, même modestement, toutes les associations locales, sportives, culturelles et sociales, obligeant les communes à le faire seules. Tout le tissu associatif français, qui fait un travail indispensable, sera remis en cause. Ce serait aussi la fin de toute solidarité territoriale dont bénéficient notamment les communes rurales, car les départements et les régions ne pourraient plus aider les communes.

Avec les projets du gouvernement, on a le sentiment que les arrières pensées électorales ne sont jamais très loin...

J'ai parlé d'une recentralisation, car le pouvoir veut reprendre la main sur les collectivités. Après s'en être pris à la justice et aux médias, en s'attaquant aux collectivités territoriales, Nicolas Sarkozy souhaite aujourd'hui s'attaquer au dernier contre-pouvoir qui lui fait face.

Et nous sommes face à une véritable manipulation. Une manipulation des concepts. Le pouvoir central met en avant une simplification des échelons de décisions alors qu'en réalité il en rajouterait deux à ceux qui existent déjà : les « communes nouvelles » et les « métropoles » ! Le gouvernement met en avant les économies que devraient permettre de telles réformes. En réalité, les budgets des collectivités territoriales sont bien gérés et le sont bien mieux que celui de l'État : leurs budgets de fonctionnement – qui ne peuvent pas être en déficit – ont dégagé l'année dernière 27,2 milliards d'excédents alors que celui de l'État présente cette année un déficit de 140 milliards d'euros.



Et concernant les indemnités des élus locaux, elles représentent moins de 0,12 % des budgets concernés !

Enfin c'est une grossière manipulation électorale : avec le nouveau « conseiller territorial », nous aurons des élus qui seront obligés de cumuler le mandat de conseiller général et de conseiller régional, et compte tenu de son mode d'élection et du redécoupage des circonscriptions, la droite aura un avantage mécanique sur la gauche. Au final, ces textes ont un grand objectif : affaiblir durablement la gauche.

Contre cette remise en cause de la décentralisation, que proposez-vous ?

Ces textes n'apporteront rien

d'autre que du mépris à l'égard des élus locaux, qu'un étouffement financier des collectivités et des ménages, qu'un recul des libertés locales et une recentralisation. Au nom des libertés locales, des services nécessaires que rendent les services publics locaux, de l'avenir de nos territoires et de l'équilibre démocratique de notre pays et en lien avec nos propositions, nous demandons que cette réforme territoriale soit soumise, comme elle devrait normalement l'être, à référendum.

Et nous avons des propositions alternatives, à l'opposé des projets de Nicolas Sarkozy. Nous proposons un véritable acte III de la décentralisation qui repose sur des regroupements de collectivités et un mode de

scrutin respectueux des élus locaux et des populations concernées, sur une simplification des financements de projets (par la désignation d'une collectivité « chef de file »), sur des compétences claires (une liste de compétences définie clairement pour chaque collectivité) et sur une réforme durable et juste des finances locales. La démocratie locale serait ainsi renforcée et non étouffée et la vie économique, sociale et associative pourrait continuer à être encouragée au plus près des besoins des citoyens.

**Propos recueillis par
Garance Gordes**

Laurent Fabius coordonne la campagne du Parti socialiste sur la réforme territoriale

« La reconnaissance de l'autonomie des femmes est notre priorité »



Gaëlle Lenfant, secrétaire nationale adjointe aux Droits des femmes explique les raisons pour lesquelles le Parti socialiste s'est joint aux associations féministes, le 17 octobre, pour dénoncer les atteintes au principe d'égalité hommes-femmes.

Le Parti s'est joint aux associations féministes, le 17 octobre, pour marquer son attachement à une société égalitaire et aux droits des femmes. La situation est-elle à ce point négative ?

Précisons d'abord que tous les partis de gauche ont été associés à cette opération, ainsi qu'une centaine d'organisations auxquelles le PS a joint sa voix. Cette mobilisation a fait suite à la journée du 8 mars dont le succès était lié, en partie, à l'action du planning familial qui voyait alors ses subventions remises en cause par l'État. Mais, au-delà, c'est l'ensemble des droits des femmes qui est aujourd'hui bafoué.

Une nouvelle génération de féministes est donc entrée en résistance pour dénoncer ces reculs. Voici quelques mois, alors que le Parti défendait le congés paternel, la droite prônait haut et fort la réhabilitation du droit au travail durant cette période. Autant dire qu'il existe une différence de taille entre ces deux approches que la mobilisation du 17 a amplifiée. Rien n'est jamais acquis en

matière d'égalité. Le combat continue. La reconnaissance de l'autonomie des femmes est notre priorité.

Doit-on parler de régression ?

Oui. En France, il n'y a pas si longtemps, une femme mourait tous les trois jours sous les coups de son compagnon. Aujourd'hui, ce drame se produit tous les deux jours et demi. Ce qui montre bien que la situation s'est dégradée. On ne peut d'ailleurs que déplorer les propos du ministre de la Culture sur un artiste, violent envers sa compagne, qu'il compare bien volontiers à Arthur Rimbaud. C'est ce même Frédéric Mitterrand qui vole aujourd'hui au secours de Roman Polanski, lequel s'est rendu coupable d'un viol sur une jeune fille de treize ans, voici trente ans. Quel est donc le message que l'on cherche à faire passer aux Français ?

De nombreuses questions appellent des réponses politiques : liberté des femmes à disposer de leur corps, égalité

salariale, laïcité. Comment le PS se positionne-t-il sur ces points ?

À qualification égale, la différence salariale entre hommes et femmes peut atteindre 27 %. Cette moyenne est de 40 % pour les retraites. Preuve que les inégalités sont prégnantes et qu'une large majorité d'employeurs privilégie toujours l'embauche de salariés de sexe masculin.

Autre exemple : la majoration de durée d'assurance, la MDA, que le gouvernement a clairement remis en cause. Ce dispositif permet pourtant aux femmes salariées de gagner un trimestre de cotisations de retraite, à la naissance de l'enfant, à l'occasion de sa prise en charge ou à l'adoption. Sur ces thèmes, comme sur d'autres, nous entendons montrer notre différence. Le Collectif national droits des femmes (CNDF) se doit de mener la fronde pour porter avec plus de force nos revendications communes.

**Propos recueillis
par Bruno Tranchant**

De nouveaux fichiers de police créés en catimini



En catimini, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, a créé deux nouveaux fichiers le 18 octobre. Edvige passé par la porte l'an dernier tente de revenir par la fenêtre ministérielle.

Marie-Pierre de la Gontrie, secrétaire nationale aux Libertés publiques et à l'audiovisuel revient sur les manœuvres dominicales du ministre Hortefeux.

C'est par des décrets publiés discrètement un dimanche que le ministère de l'Intérieur a choisi de créer deux nouveaux fichiers de police. Restant dans sa logique d'exploitation de faits-divers, le ministre prend comme prétexte les événements récents de Poitiers pour sortir de son chapeau ces nouveaux fichiers de renseignement. Pour le Parti socialiste, la méthode choisie par Brice Hortefeux marque son indifférence pour le travail du Parlement en dépit des assurances qu'il avait données. En effet, une proposition de loi, adoptée à l'unanimité de la commission des Lois prévoit de faire de la création de nouveaux fichiers une compétence législative.

Sur un tel sujet, touchant de près aux libertés individuelles, faire l'impasse d'un débat au Parlement témoigne d'un mépris réel pour l'expression démocratique.

Portant l'un sur « la prévention des atteintes à la sécurité publique », l'autre sur la facilitation des « enquêtes adminis-

tratives liées à la sécurité publique », ces nouveaux fichiers de renseignement posent question et ne sont pas sans rappeler Edvige, fichier qui avait provoqué un tollé et que le ministère avait dû abandonner. Malgré toutes les dénégations du ministre, certaines dispositions décriées à l'époque, comme le fichage des mineurs de plus de 13 ans, sont reprises dans le nouveau fichier sur la prévention des atteintes à la sécurité publique, et des plus de 16 ans pour le fichier relatif aux enquêtes. De même, le fichage de données sensibles telles que « l'origine géogra-

phique » d'un individu, ou ses opinions politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales, en cas de présomption d'atteinte à la sécurité publique, sera possible. Recueillir et conserver de telles données laissent la voie ouverte à de possibles dérives, d'autant que la notion d'atteinte à la sécurité publique est suffisamment floue pour permettre de multiples interprétations. L'origine géographique pourrait conduire à stigmatiser des populations, non seulement au regard de leur origine ethnique, mais également au regard de leur résidence dans certains quartiers.

Ces risques avaient d'ailleurs conduit les auteurs de la proposition de loi à poser l'interdiction de ficher de telles données. Le Parti socialiste a dénoncé la création à la va-vite et en catimini de ces nouveaux fichiers de police et a exigé le retrait des décrets concernés.

Marie-Pierre de la Gontrie, secrétaire nationale aux libertés publiques et à l'Audiovisuel.



Les députés socialistes

Comme la Constitution l'y autorise, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale dispose d'une fenêtre parlementaire, également appelée "niche parlementaire", où il lui est possible d'être maître de l'ordre du jour d'une séance. Le 15 octobre, les députés socialistes emmenés par **Jean-Marc Ayrault** ont ainsi donné la possibilité à la majorité de tenir ses engagements sur la sortie de crise économique et de clarifier ses objectifs sur l'avenir de La Poste. Il faut dire que les députés UMP avaient boudé l'hémicycle et se trouvaient en large infériorité face à des socialistes décidés. Ne voulant pas prendre le risque de voir ces propositions de loi adoptées, la droite n'a eu d'autre alternative que de faire repousser le vote au mardi 20 octobre, journée jugée plus sûre pour repousser ces propositions. Un simulacre de démocratie auquel le groupe socialiste a refusé de se soumettre en se retirant de l'hémicycle. Retour sur ces trois propositions de loi.

Supprimer le crédit revolving

Le crédit revolving ou crédit renouvelable est de plus en plus présent dans la vie des consommateurs. Comparable au mécanisme qui a précipité la crise des subprimes, cette mise à disposition permanente d'une somme d'argent à des ménages qui ne sont pas forcément en situation de rembourser l'emprunt, est l'une des principales causes de surendettement. « Depuis un an, le nombre de ménages en surendettement a augmenté de 17% et parmi ces derniers, 85% des situations sont liées au crédit revolving » déplore Jean-Marc Ayrault. La crise économique a amplifié les

dérives de ce crédit en poussant certaines personnes à y avoir recours pour des dépenses alimentaires alors que les taux dépassent souvent les 20%.

Malgré cette urgence criante, le gouvernement ne semble pas pressé de légiférer. « Nous traiterons la question, j'espère, avant la fin de l'année » a répondu laconiquement le ministre de l'Économie Christine Lagarde, alors que le député socialiste de l'Ardèche, Olivier Dussopt, questionnait le gouvernement sur sa capacité de réaction.

Devant ce manque d'empressement, le groupe socialiste a proposé d'agir. « Il faut protéger les plus faibles des entreprises de crédits les moins

scrupuleuses » a expliqué Jean-Marc Ayrault. En plus d'améliorer les voies de recours par le biais de l'action de groupe, les socialistes ont proposé d'interdire le crédit revolving, d'obliger la séparation entre la carte de fidélité et la carte de crédit, d'augmenter le délai de rétractation et de créer un fichier national des crédits aux consommateurs. Des dispositions qui permettraient de protéger les ménages contre la spirale du surendettement.

Encadrer les salaires des dirigeants et des traders

La crise économique est loin d'être derrière nous et pourtant les dérives reprennent de plus belle. Dès le mois d'août



proposent, qui dispose ?



dernier, la BNP expliquait qu'elle avait déjà pris soin de créditer près d'un milliard d'euros en prévision des bonus qu'elle verserait à ses traders. Les banques semblent ainsi montrer davantage d'empressement à vouloir récompenser leurs traders, pourtant en partie responsables de la crise, que de rembourser les crédits mis à leur disposition par l'État au moment où le système bancaire était proche de la banqueroute.

Pourtant, il y a plus d'un an, lors de son discours de Toulon, Nicolas Sarkozy clamait haut et fort « le laisser faire économique, c'est fini ! ». À l'entendre, il fallait faire rendre gorge à tous les traders et dirigeants d'entreprises

adeptes du parachute doré. Une fois de plus, bien peu d'actes ont succédé aux belles paroles. En proposant le plafonnement des salaires des dirigeants d'entreprises aidées par l'État, en limitant les bonus des traders, en interdisant les parachutes dorés ou en encourageant les conseils d'administration à fixer un salaire maximal, le groupe socialiste offrait au président de la République et au gouvernement les moyens de tenir leurs engagements. Il n'en fut rien.

Permettre un référendum d'initiative populaire et parlementaire sur la privatisation de La Poste

Le référendum d'initiative populaire était censé être « l'une des grandes avancées » permises par la révision de la Constitution initiée par le président de la République en juillet 2008. Une avancée qui reste impossible à mettre en place aujourd'hui encore. En ne faisant pas voter les décrets correspondants, la majorité empêche l'usage de ce processus sur le changement de statut de La Poste, un sujet pourtant légitime pour une consultation populaire. Après

le succès de la votation citoyenne qui a rassemblé plus de deux millions de Français, les parlementaires de gauche ont déposé le 14 octobre dernier une proposition de loi permettant le lancement d'une campagne référendaire sur le statut de La Poste. Malgré la signature de plus 1/5 des parlementaires, seuil requis pour l'organisation d'un référendum d'initiative populaire et parlementaire, rien n'a été fait par la majorité pour que la révision constitutionnelle soit appliquée.

De même, le seuil imposé de 10% des électeurs inscrits pour l'organisation d'un référendum d'initiative populaire, soit 4,5 millions de personnes, limite de fait l'utilisation de cet outil. Les députés socialistes remarquent « qu'en Italie, dans un pays dont la population est comparable à la nôtre, le nombre de signatures exigées pour valider une demande de référendum abrogatif est de 500 000 soit environ 9 fois moins. » La proposition d'abaisser ce seuil a donc été portée pour que ce droit devienne un véritable usage.

Damien Ranger

Pour la première préoccupation

En pleine crise de l'emploi marquée par des licenciements en hausse et la dégradation des conditions de travail des salariés, le Parti socialiste a réuni samedi, à La Bellevilloise à Paris, les représentants des partis de gauche et les syndicalistes de la CGT, CFDT, Unsa et FO, pour parler sérieusement Travail. Une journée de débats, de réflexions et de pistes pour améliorer l'emploi en France. Tous les publics étaient concernés, du travailleur immigré marginalisé au jeune précarisé. Contre la politique gouvernementale spécialiste du détricotage du droit social, les intervenants de cette journée de l'emploi ont opposé le principe de sécurisation du parcours professionnel.

Discuter du fond, rien que du fond. Lieu emblématique du mouvement ouvrier, La Bellevilloise est devenue, l'espace d'un après-midi, la maison commune de la gauche pour débattre librement des questions de l'emploi. Autour de la table, des représentants du PRG, du PCF des Verts et du MRC, réunis sous la férule d'Alain Vidalies. « Le rapport au travail est aujourd'hui vécu comme un traumatisme, résume le secrétaire national en charge du Travail et de l'Emploi. D'une situation de moyens, on est passé à une obligation de résultats ». La

nécessité de créer un pôle public visant à assurer la pérennité des contrats et la sécurisation des parcours professionnels a été réaffirmée. « Ce champ de réflexion doit être partagé avec nos partenaires », a ainsi commencé le député des Landes. C'est d'ailleurs dans ce sens que Patrick Quinquenton (MRC) souhaite aller, qui attend de l'opposition des propositions phares. Il a ainsi appelé à la mise en œuvre d'une politique européenne de l'emploi et d'un « protectionnisme raisonnable contre la concurrence déloyale ». Son

credo : sortir de l'obligation de résultat, étrangère au statut de salarié.

Inégalités

« Ce débat se situe en-dehors des combinaisons politiques habituelles », se félicite Pierre Laurent (PCF). La crise et ses conséquences dramatiques sur la hausse du chômage (+ 25 % en un an) se solde par une explosion des inégalités, amplifiée par les méfaits de la politique gouvernementale. « Quel type de croissance voulons-nous ? Comment s'attaquer sérieu-



on des Français

sement au chômage ? En favorisant la création d'emplois à vocation sociale et écologique ! », affirme-t-il. Et de réclamer une politique industrielle ambitieuse, propice à l'émergence de nouvelles filières. « Ayons l'audace de parier sur la qualité du travail, en faisant du contrat à durée indéterminée la norme », renchérit Pierre Laurent. « Il nous faut sortir des politiques d'exonération de cotisation sociale, en revoyant à la hausse salaires et SMIC ».

Parier sur l'emploi, la rémunération, la qualification. Tous s'accordent pour réclamer la remise à plat de la fiscalité des entreprises. « Il nous faut porter le débat sur la décroissance, suggère Jean-Vincent Placé, représentant des Verts. Le partage des revenus est essentiel, avec une Europe forte portée vers la régulation. Soyons volontaristes et ambitieux, sans rien céder sur le fond ». Le fond, c'est assumer un « vrai discours de gauche sur l'impôt » et investir sans plus tarder sur les nouveaux métiers écologiques. Quant à la taxe carbone, elle doit être redistributive, au profit des plus démunis.

Suggestions

« L'essentiel, c'est le projet », veut croire Roger-Gérard Schwartzberg (PRG), partisan de la mise en œuvre d'un deuxième plan de relance

« POUR UNE POLITIQUE CREATRICE D'EMPLOIS »

Nous avons tous en tête les noms des entreprises de nos régions qui vont fermer ou qui licencient. Nous avons même en tête les visages des hommes des femmes licenciés. L'emploi est redevenu le problème majeur des Français. Il y a ceux qui avaient un emploi et qui n'en ont plus, non seulement à cause de la crise, mais à cause d'un pays qui n'a pas pris la voie d'une croissance forte, durable, créatrice d'emplois. Cette journée pour l'emploi nous a permis de dire qu'il y a une autre politique possible pour relancer l'économie.

Il faudrait mieux accompagner ceux qui sont touchés par cette crise, salariés et entreprises. Nous avons proposé de prolonger de six mois ou d'un an la période d'indemnisation chômage. Nous avons aussi proposé que les contrats de transition professionnelle puissent être généralisés partout. Certaines entreprises sont en difficulté conjoncturelle, cela doit nous amener à les aider. D'autres sont obligées de licencier immédiatement car elles sont en danger. Là, l'indemnisation du chômage doit être plus forte. Et puis il y a des entreprises qui scandaleusement utilisent la crise pour fermer boutique en France. Il faudrait que les salariés puissent demander une mise sous tutelle lorsque la fermeture de l'entreprise n'a rien à voir avec des difficultés économiques. Nous devons également poser le problème du stress au travail. Fruit d'un système qui ne fonctionne plus pour les hommes et les femmes mais contre ceux qu'il est censé devoir porter. Enfin se posent des problèmes spécifiques pour les jeunes. Je suis favorable à la relance des emplois-jeunes, à une allocation d'autonomie, au-delà des stages qu'il faut interdire hors périodes scolaires et qu'il faut rémunérer. Le travail n'est pas une punition, c'est le moyen pour chacun d'être utile socialement, d'être reconnu et bien sûr de gagner sa vie. Le meilleur moyen pour revaloriser le travail est d'abord de le payer à son juste prix. Il faudra reprendre le sujet des conditions de travail, réfléchir à de nouveaux droits, comme la sécurité sociale professionnelle. C'est comme cela que nous réussirons à apporter l'espoir aux Français.



PROTEGER LES SALAIRES DE LA CRISE

Il est tôt ce samedi matin quand Alain Vidalies, secrétaire national à l'Emploi et Pascale Gérard, responsable socialiste à la formation professionnelle invitent à la tribune les représentants syndicaux de la CGT, de la CFDT et de l'Unsa. C'est la première table ronde de la Journée pour l'emploi. Elle commence avec un sujet fort : la protection des salariés face à la crise. Thierry Le Paon, membre de la commission exécutive confédérale de la CGT et ancien délégué central de l'ancienne usine Moulinex de Basse-Normandie est le premier à intervenir. Dénonçant l'illettrisme d'un nombre encore trop important d'ouvriers, il insiste sur l'importance de la formation pour sécuriser les parcours professionnels. Dans la salle, le public réagit. Une salariée du Pôle Emploi de Seine-Saint-Denis témoigne. Elle suit les dossiers de 250 chômeurs. Dans son département, près de la moitié des demandeurs d'emploi est illettrée ou dans une situation sociale particulièrement difficile.

« Il y a trois ans, des économistes expliquaient que notre modèle social était un frein à l'expansion économique, rappelle Dominique Corona, secrétaire national à la formation syndicale de l'Unsa, aujourd'hui, plus personne ne soutient cette théorie, puisque notre modèle social est un amortisseur et une des premières réponses à la crise que nous traversons ». D'où l'importance d'approfondir ce modèle et de l'améliorer. « Il faut multiplier les comités d'entreprise inter-entreprise par bassins d'emplois, affirme le représentant de l'Unsa, et trouver les moyens pour que les élus du personnel puissent influencer sur les stratégies de l'entreprise », en généralisant notamment la représentation des salariés dans les conseils d'administration. Pour Marcel Grignard, secrétaire général adjoint de la CFDT, l'urgence est à « la reconstruction et à la renégociation des garanties pour les salariés en situation de licenciement économique. Les critères sur lesquels sont basés les bonus doivent être également débattus par les représentants des salariés » conclut le syndicaliste.

d'ici janvier, un plan qui mettra enfin sur la consommation. Il estime également nécessaire de moduler l'impôt sur les bénéfices sur le comportement des entreprises à l'égard de leurs salariés. « Celles qui augmenteront leurs effectifs verront ainsi leur taux d'imposition revu à la baisse » développe-t-il. Autres pistes évoquées : l'arrêt immédiat des suppressions de postes dans la fonction publique. En effet, 40 700 postes sont passés à la trappe sous l'ère Sarkozy, soit deux fois plus que sous Raffarin et Villepin. De nouvelles garanties pour les salariés, la relance des emplois-jeunes, la création d'une allocation d'autonomie pour les étudiants, une meilleure coordination des plans de relance européens, ou bien encore l'élaboration d'un code international de protection sociale et de l'emploi sont venues allonger la liste des priorités pour sauvegarder l'emploi. Car en la matière, la quantité égale la qualité.

LA RICHESSE DES JEUNES

Les jeunes ne sont pas dans les petits papiers du gouvernement. Contrairement aux apparences. « Ils ont fait le choix de les sous-payer et de les marginaliser » a ainsi déploré Marisol Touraine, secrétaire nationale à la Santé et à la Sécurité sociale qui a réclamé la création d'une allocation autonomie, pour les étudiants et les apprentis. « Toute formation doit être qualifiante », a estimé Thiébaud Weber (CFDT), partisan de la sécurisation du parcours professionnel. Il propose un « revenu jeune actif » incluant le service civique. « Il faut lutter contre le décrochage scolaire en favorisant la formation différée », a abondé Thierry Reygades, représentant de la FSU. « La confiance des aînés est essentielle pour faciliter l'insertion des jeunes », a expliqué Ophélie Latil, de Génération précaire. Nombreux sont ceux qui se voient proposer des postes non rémunérés, en remplacement de salariés licenciés. « La France est en pénurie d'emplois qualifiés, déplore Jean-Baptiste Prevost, président de l'Unef. Il est temps de sortir d'une logique de sous-droits ».



POUR UNE AUTRE VOLONTÉ INDUSTRIELLE

Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'Industrie, et Delphine Mayrargue, responsable socialiste à l'Emploi et au Travail ont animé la deuxième table ronde de la Journée pour l'emploi sur le thème « Une autre volonté industrielle pour la France, la place des territoires dans la bataille pour l'emploi ». Élus et syndicalistes ont pris position pour une réorientation de la politique industrielle et pour une mise en perspective de l'action quotidienne des collectivités territoriales.

En septembre dernier, Nicolas Sarkozy faisait sa rentrée politique chez Faurecia dans l'Orne. Le président de la République vantait alors « le sauvetage » de l'entreprise par l'État. L'État ne sera finalement pas le sauveteur annoncé, puisqu'il n'accordera que 300 000 euros à l'usine, alors que la Région investira 18 millions d'euros... À cette échelle, peut-on raisonnablement encore parler d'intervention de l'État ou ne doit-on pas privilégier l'action des collectivités ? « Le pays prend du retard dans sa capacité à penser et à fabriquer de nouveaux produits à forte valeur ajoutée, dénonce Marie-Suzie Pungier, secrétaire confédérale Secteur Economique à Force Ouvrière, car les dépenses en recherche et développement sont en diminution constante ». En

2003, à Lisbonne, les pays européens s'étaient pourtant mis d'accord sur l'idée de consacrer 3% de la richesse nationale à la recherche et au développement, avec une répartition d'égal à égal entre le secteur privé et public. « Aujourd'hui nous sommes loin de cet objectif avec seulement 2%, affirme Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC, Et nous allons constater une nouvelle baisse à cause de la crise alors que nous devrions nous doter de nouvelles capacités en matière d'innovation ». Joseph Thouvenel, secrétaire général adjoint à la politique industrielle pour la CFDT, qualifie lui, d'« opaque » la stratégie nationale de recherche et développement. « Il faudrait apprendre à mieux travailler ensemble » commente le syndicaliste. Une évidence pour Serge Bardy, conseiller régional du Pays de la Loire, qui a développé dans sa région des actions en faveur de l'industrie : soutien financier, création d'éco-filières et valorisation des métiers du territoire. Un chantier osé mais indispensable pour rénover profondément l'industrie française. Pour mémoire, le déclin de la production industrielle est de 20% pour 2009 mais ce sont plus de 500 000 emplois qui ont disparu depuis les années 2000.



Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :

CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE



16



Superficie : 27 209 km²

Départements :
Côtes d'Armor (22),
Finistère (29),
Ille-et-Vilaine (35),
Morbihan (56)

Population : 3 103 000 habitants
Densité : 114 hab./km²

Budget 2009
1 099,6 millions d'euros

◆Éducation, formation,
apprentissage : 43%

◆Transport et
développement durable : 26%

◆Développement
économique et emploi : 11%

BRETAGNE : LES SOCIALISTES ONT (AUSSI) LE PIED MARIN

En 2004, la Bretagne était déjà une région aux atouts considérables, tant territoriaux, qu'humains ou économiques. Mais elle se heurtait à une collectivité régionale en manque d'ambitions et d'investissements, totalement sous-administrée. La volonté a été de redonner du souffle à l'ensemble du territoire. L'objectif était de créer un mouvement qui permette à la Bretagne de se projeter dans l'avenir sans renoncer à la solidarité.

En six ans, la Bretagne a changé. Le projet, *Une Bretagne à Gauche, une Bretagne pour tous*, s'est traduit par la mise en œuvre d'une méthode suivie de la réalisation de grands projets structurants. Une instance de concertation, appelée B15, regroupant les présidents du Conseil régional, des 4 conseils généraux et des dix agglomérations bretonnes a été créée. 24 plans stratégiques guidant l'action de l'ensemble de ces acteurs territoriaux (de l'innovation à la formation en passant par les transports), ont alors été définis. De quoi renouveler en profondeur la

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en cinq ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? Bretagne et Champagne-Ardenne.



politique territoriale.

En s'appuyant sur les Pays bretons, la Région a agi concrètement pour réduire les disparités entre les territoires. À l'inverse d'une logique de guichets, les 21 contrats de Pays ont permis d'intervenir au plus près du terrain, selon des critères concertés et indiscutables, en aidant davantage les territoires qui en avaient le plus besoin. Cette méthode d'action collective a permis de remettre la Bretagne en mouvement.

Les Bretons ont ainsi retrouvé l'esprit d'ouverture qui a fait leur force. Ouverture sur d'autres régions françaises avec de nombreuses actions en commun, ouverture sur les réseaux européens pour faire entendre la voix des territoires à Bruxelles, ouverture sur le monde par des coopérations fructueuses dans les domaines de l'économie, du développement ou encore du changement climatique.

.../...

TRANSPORT

Les Bretons en mouvement

Le Conseil régional a centré son action en faveur des TER sur l'accessibilité qu'elle soit sociale, territoriale ou intermodale. Les résultats sont inespérés : le trafic a augmenté de près de 50% durant le mandat écoulé, ce qui place la Bretagne en tête des régions françaises. Une gamme tarifaire souple et adaptée a permis l'accès aux transports à toutes les catégories sociales. La Région propose par exemple un tarif unique de 10 € pour un voyage aller-retour vers les festivals bretons. Mais l'attractivité du TER passe aussi par la qualité des services offerts. La desserte a ainsi été renforcée sur tout le territoire, en particulier le week-end. La totalité du parc ferroviaire transférée à la Région a été soit renouvelée, soit remplacée par la toute dernière génération de rames. Un programme de rénovation des 116 gares et haltes bretonnes a été lancé, en insistant sur l'accessibilité des lieux aux personnes handicapées et l'articulation avec les autres modes de transport. Enfin, les nouvelles technologies ont été mises à profit pour faciliter la vie des usagers. La carte Korrigo permet ainsi de concentrer plusieurs titres de transport en une seule carte. Un site Internet regroupe l'ensemble des informations disponibles. Un train expérimental, le MooviTER, est actuellement à l'essai. Il propose gratuitement à ses passagers tout un ensemble de services numériques, dont l'accès permanent à Internet.



Les
régions
qu'on
aime

Cette double volonté de développement intérieur et d'ouverture sur le monde trouve sa concrétisation dans toutes les politiques mises en place par la gauche. La politique ferroviaire, priorité régionale, en constitue un exemple. Elle a permis à la fois de parachever l'accord sur le financement de la ligne TGV qui mettra en 2014 la pointe bretonne à trois

heures de Paris, mais également de donner un nouveau souffle au réseau TER.

Enfin, Jean-Yves Le Drian, président du Conseil régional réinvesti par le PS pour les prochaines régionales, a décidé de s'appuyer sur les points forts de la Bretagne que sont l'identité, la qualité de vie, la maritimité, et la connaissance, afin de préparer la région à affronter les défis de demain.

Pour renforcer l'atout qu'est l'identité bretonne, la Région a élaboré une politique culturelle et linguistique ambi-

18



Écologie

L'urbanisme durable

La Région Bretagne a décidé d'encourager l'urbanisme durable en créant le dispositif Eco-FAUR. Il apporte un accompagnement technique et financier aux communes souhaitant intégrer les principes du développement durable dans leurs projets d'aménagements urbains :

lotissements, bâtiments publics, espaces publics ou paysagers. La Région finance les projets d'aménagement, ainsi que les études préalables dans les petites communes aux moyens limités.

Dans le cadre de cette démarche, les 3 dimensions de l'urbanisme durable sont prises en compte : une approche globale favorisant l'intégration optimale du projet dans son environnement, la mixité sociale et l'implication des habitants, une qualité environnementale, une gestion durable et économe prenant en compte l'énergie, l'eau et les déchets.

Près de 350 projets ont été financés depuis le lancement de cette initiative innovante en 2005. 60% d'entre eux ont été réalisés dans des communes de moins de 2 000 habitants qui n'auraient probablement pas eu les moyens de pousser aussi loin le niveau d'excellence environnementale de leur projet sans le soutien de l'Eco-FAUR. De plus, la Région organise régulièrement des rencontres entre élus locaux afin qu'ils puissent partager leurs expériences et diffuser largement les bonnes pratiques.

tieuse. Niveau attractivité et qualité de vie, le Conseil régional a développé une politique environnementale volontariste pour que la Bretagne reste un coin de France où il fait bon vivre et qu'elle soit au rendez-vous de la lutte contre le changement climatique.

La Bretagne est de toute évidence la région la plus maritime de France. Mais étrangement, la droite n'avait jamais jugé nécessaire de s'appuyer sur cet atout naturel. Cette anomalie a été corrigée et les Bretons se tournent à

nouveau avec fierté et espoir vers la mer, source de développement dans des domaines aussi divers que la pêche, l'aquaculture, le nautisme, le commerce maritime ou encore les énergies.

La Bretagne présente régulièrement les meilleurs taux de réussite nationaux au baccalauréat. Pour autant, la politique de la droite en matière de formation et de recherche

laissait à désirer.

C'est en intensifiant la politique dans ces domaines que la Bretagne s'est préparée au mieux à la société de la connaissance avec le souci d'en faire profiter un large public. Une Bretagne à gauche, une Bretagne pour tous, un slogan auquel ont adhéré les Bretons. Avec raison. ■



Formation

Maison d'accueil

Les moins qualifiés et les plus éloignés de l'emploi sont ceux qui ont le moins accès à la formation. C'est ce constat qui a conduit, dès 2004, au développement des Maisons de la formation professionnelle (MFP). Les MFP visent à assurer un accès réel à la formation et à la validation des acquis de l'expérience (VAE) pour tous. Pour atteindre cet objectif, les maisons de la formation professionnelle agissent sur deux leviers. D'une part, elles mettent en réseau les acteurs de l'orientation et les structures d'accompagnement. D'autre part, elles sont un outil de diagnostic des besoins de formation des territoires pour une meilleure articulation emploi-formation. Le réseau des MFP s'appuie aussi bien sur les grandes structures dédiées (Missions locales, Pôle emploi, CIO, Fongecif...) que sur des réseaux généralistes (CIDFF, Cap emploi...) ou des structures locales. Avec 300 points d'accueil répartis sur le territoire, les Bretons sont assurés d'avoir un premier accueil effectif et une orientation efficace vers l'interlocuteur approprié. La Région Bretagne ne demande qu'à développer ce service public régional de l'orientation en recevant clairement la qualité de chef de file en la matière.

Les
régions
qu'on
aime

CHAMPAGNE ARDENNE : UNE BULLE SOCIALISTE

CONSEIL RÉGIONAL CHAMPAGNE-ARDENNE



Superficie : 25 6060 km²
Départements :
 Ardennes (08),
 Aube (10), Marne (51),
 Haute-Marne (52)

Population : 1 338 595 habitants
Densité : 52 hab./km²

Budget 2009

720 millions d'euros

◆ **Éducation, formation,
apprentissage : 42%**

◆ **Développement économique et
emploi : 3%**

◆ **Transport et développement
durable : 16%**

Constituée de quatre départements hétéroclites, la Région Champagne-Ardenne a longtemps été dominée

par la droite. Renversement de tendance en 2004, les socialistes sablent le champagne. Six ans après, l'équipe de Jean-Paul Bachy et de Jacques Meyer a réussi l'unité d'un territoire.

« Nous avons changé la région.. Après trente ans de conservatisme, il a fallu innover. Les habitants de la Champagne-Ardenne avaient besoin de services publics, d'emplois et d'être traités équitablement », avance le président du Conseil régional, Jean-Paul Bachy, devant le stand de la région à la fête des vendanges de la Butte Montmartre, mi-octobre. La Région a été conquise par les

socialistes en 2004, la lutte fut de taille, parlementaires et conseils généraux étant à droite.

« Il y a eu une véritable révolution dans les transports », se réjouit Jean-Paul Bachy. Le nombre de TER a augmenté de 40%, permettant de mieux desservir les zones rurales. L'offre régionale s'est mieux articulée au réseau TGV et aux transports urbains. En matière de formation aussi les élus ne sont pas restés sur les mauvais acquis passés. Sylvie Cotillot, en charge de la formation, a tout fait pour maintenir des établissements menacés. « Nous avons garanti l'existence des 70 établissements dont nous avons la charge ». Un objectif atteint grâce à l'augmentation des crédits de 35 millions d'euros en 2004 à 49 millions en 2008. « Les efforts ont aussi été parti-



culièrement importants en matière d'innovation et de recherche », souligne depuis la mairie de Reims Jacques Meyer, vice-président délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, tête de liste des socialistes aux régionales de 2010. Ce budget a été augmenté de 36%. « Désormais, de l'aveu même du ministère de l'Enseignement supérieur, les apports des collectivités territoriales de Champagne-Ardenne représentent 11% du budget des universités de la région. Ce qui nous hisse à la première place des contributeurs », note Jacques Meyer. Côté champs, le pôle de compétitivité créé avec la Picardie a permis de valoriser les ressources agricoles. La Région ambitionne d'augmenter de 1 à 2% la proportion de parcelles Bio en trois ans. Pour faire

taine est désormais prévue dans le schéma de développement. « Nous sommes ainsi la 4^e ou 5^e région éolienne de France, hors zones littorales », se réjouit Jean-Paul Angers, qui aligne méthodiquement les chiffres notés dans un petit carnet posé devant lui.

De même, cette région très agricole est en passe de devenir le premier territoire français pour l'exploitation de la biomasse avec 4 centres de valorisation bientôt en service. « C'est une filière très développée en Allemagne, en Autriche et en Italie, mais elle est encore peu connue ici. Elle est pourtant très intéressante si on la couple avec l'utilisation d'autres sous-produits de l'agriculture comme les fibres - nous sommes les premiers producteurs européens de chanvre -, ou le sérum pour le secteur pharmaceutique ou de la cosmétique », s'anime Jean-Paul Angers. Écologie toujours, l'objectif de la Région est d'atteindre les 2% des surfaces cultivées selon les normes biologiques dans trois ans. « On y va résolument, mais sans brusquer les choses. »

mieux passer le message, la Région a introduit l'enseignement du Bio dans les lycées agricoles. « En mettant en place des filières autour de nos grands chantiers, la Champagne-Ardenne a commencé à exister en tant que région, alors qu'avant, il n'y avait pas de coordination entre les différents territoires »,

Écologie

La massue verte

« Depuis 2004, le principal changement a consisté à permettre à chaque élu de la majorité de s'approprier la notion de développement durable afin de l'intégrer dans chaque décision », explique Jean-Paul Angers, vice-président en charge du développement durable, des énergies renouvelables, de l'agriculture et de la forêt. La Région peut en effet s'enorgueillir de plusieurs réalisations dans le domaine. Par exemple, en matière d'énergies renouvelables, la Champagne-Ardenne n'avait qu'une seule éolienne en 2004. Une cen-

résume Jean-Paul Angers, vice-président en charge du développement durable.

« Alors que la droite s'était contentée de saupoudrages, la gauche a fédéré les énergies en vue de mettre en place des projets structurants », confirme Jacques Meyer. À côté de ces chantiers, l'équipe de Jean-Paul Bachy a également eu la

.../...

Les régions qu'on aime

volonté de promouvoir un développement solidaire. La région se classe seulement à la 17^e place en termes de richesse. La crise de la sous-traitance automobile a particulièrement touché les départements des Ardennes et de la Haute-Marne. La région entière a été affectée par les décisions gouvernementales de restructurer la justice et la défense. « Nous appuyons les collectivités urbaines ou rurales qui veulent développer des services de proximité », observe Jean-Paul Bachy. L'engagement de la Région est plus important auprès des bassins d'emplois les plus touchés par la crise. Leurs subventions sont passées de 10 à 26 euros par habitant et par an. La Champagne-

Ardenne a, parallèlement, développé des outils à destination des catégories les plus modestes : tarif social pour les transports ou pour les cantines scolaires, école de la deuxième chance qui forme chaque année 700 jeunes ou encore le dispositif Envol qui aide pendant trois ans les chômeurs de plus de six mois qui veulent se mettre à leur compte. « Avec 1 200 entreprises et 2 000 emplois créés, le bilan est positif », note avec satisfaction Jean-Paul Bachy, le président sortant qui sera la tête de liste Divers Gauche aux régionales et qui a reçu l'appui de Jacques Meyer. « Après 2010, se projette Jean-Paul Bachy, nous voulons bâtir un modèle de croissance écologique qui permet de valoriser les potentiels locaux ». Pas de quoi buller.

Olivier Vilain



Transports

Le ferré fait rail neuf

Depuis 2002, la Région Champagne-Ardenne est devenue l'autorité compétente en matière d'organisation des transports ferroviaires régionaux de voyageurs. Elle a ainsi renouvelé et modernisé la totalité de ses trains. Le plan d'investissement s'élève à 240 millions d'euros entre 2000 et 2010. À la fin du programme, les trois quarts des trains régionaux seront neufs. Un gain non-négligeable de confort pour les voyageurs. La Région peut aussi apporter un concours financier à l'État, ainsi qu'aux collectivités locales ou aux gestionnaires d'infrastructures (SNCF, Réseau Ferré de France notamment) pour les opérations d'investissement qui lui paraissent les plus nécessaires pour le développement régional. Dans un souci d'équilibre territorial et de développement durable, la Région s'est inscrite au-delà de sa stricte compétence. Ainsi, a-t-elle participé au financement de grands projets d'infrastructure comme la rénovation des gares, le centre d'entretien du matériel roulant d'Épernay, la ligne à grande vitesse qui dessert l'est de l'Europe, la modernisation et l'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle. Au total, 274 millions d'euros ont été engagés dans les infrastructures régionales. Ce chiffre englobe également d'autres modes de transports que le ferroviaire, notamment les investissements dans la plate-forme aéroportuaire de Vatry qui est devenue le 3^e aéroport régional de fret.

Éducation

Vivre son lycée

La démographie joue des tours à la Champagne-Ardenne. La région perd 1 500 lycéens par an. Les petits lycées sont menacés. Déjà, des col-

lèges ont fermé sans opposition des conseils généraux, tous à droite. La Région a fait le pari inverse. « Je veux lutter contre le déterminisme social, affirme Sylvie Cotillot, vice-présidente chargée des lycées et de l'apprentissage, avocate de métier spécialisée dans le droit du travail et des étrangers. Il faut de la proximité et promouvoir l'accès à la culture ». Les subventions du Conseil régional s'élèvent à 212 euros par élève et par an. Mais, les critères d'attribution ne tiennent pas uniquement compte du nombre d'élèves. Ainsi, les surfaces, le type de filières ou encore le coût pédagogique sont pris en compte. Par ailleurs, le lycée a été repensé comme un lieu de la vie sociale. Ainsi, le futur lycée professionnel Jean-Moulin à Revin a été conçu pour accueillir également un CFA (Centre de formation des apprentis), et des conférences organisées par les associations. Les établissements sont tous rénovés selon les normes HQE. Ils intègrent ainsi systématiquement la maîtrise de l'énergie, la formation des personnels, la sensibilisation des élèves. « La formation continuera à faire partie de nos priorités, conclut Sylvie Cotillot, Comme l'a dit Lincoln : l'éducation coûte cher ? Essayez l'ignorance ».



Futur lycée de REVIN (Ardennes)

Économie

De l'emploi durable

« La Région n'est pas un simple guichet, mais un outil pour permettre la réalisation de projets », prévient Jaïm Myara, élégant vice-président en charge de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Entré au Parti socialiste par le CERES en 1976, cet ancien directeur chez Lacoste et Yves Saint-Laurent, a choisi d'apporter à la Région son expérience terrain. « La création d'emplois est une priorité, d'où l'idée de développer le secteur de l'économie sociale et solidaire : les emplois ne sont pas délocalisables et ses valeurs sont proches des nôtres, explique-t-il. Le profit y est considéré comme un moyen de développement et non comme l'objectif final ». La région consacre 20 millions d'euros au développement économique, dont 1,5 million à l'économie sociale et solidaire. Jaïm Myara a établi un comité de réflexion stratégique avec le monde mutualiste et la Caisse des dépôts. En 2005, il a mis au point Progress, un outil qui aide les associations à investir dans un projet qui a un sens économique tel qu'un restaurant d'insertion. Plus de soixante projets ont ainsi vu le jour. La Région entend aujourd'hui aider à l'amorçage des activités en accordant une subvention aux associations qui se créent, histoire d'apporter les bases d'un capital social. Charge aux banques de compléter le financement. « Après 2010, on accélère ! », promet Jaïm Myara.

Jaurès en somme

150 ans après la naissance de **Jean Jaurès**, Gilles Candar et Denis Lefèbvre se livrent à une analyse critique d'ouvrages consacrés au plus illustre des socialistes.



Une anthologie générale... Jean-Pierre Rioux qui fut secrétaire de la Société des Études Jaurésiennes

à la fin des années 1970 a mis à profit sa connaissance intime du sujet, son sens du style et de la pédagogie pour composer ce gros volume particulièrement utile pour le néophyte comme pour l'universitaire. On y trouve les grands classiques attendus - « *Comme la nuée porte l'orage* », « *Vous avez interrompu la vieille chanson* », le discours à la jeunesse, les grandes controverses avec Guesde et Lafargue... - et des textes plus étonnants ou mis à jour par la recherche ou des débats actuels (La question religieuse et le socialisme, Les misères du patronat, Contre la peine immonde, Les suffragettes...).

Jaurès, Rallumer tous les soleils, textes réunis et présentés par Jean-Pierre Rioux, Paris, Omnibus, 2006, 960 p., 28 euros

Gilles Candar

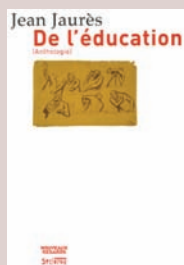


La première anthologie est parue avec le soutien de *L'Humanité*. Le directeur de La Pensée,

Antoine Casanova, fait le point sur une laïcité fondée sur l'égalité des droits dont les bases ont été apportées par Jaurès. Les interventions laïques de Jaurès sur l'enseignement et la loi de séparation des Églises et de l'État (1905) sont replacées dans le cadre plus large de ses conceptions d'un socialisme démocratique, ou plutôt de l'œuvre de civilisation et d'humanité qu'il appelle de ses vœux. D'où le recours à de grands textes méconnus : des articles féministes, le Bilan du XIX^e siècle qui clôt l'Histoire socialiste de la France contemporaine et sa conférence de Buenos-Aires, Civilisation et socialisme.

La seconde anthologie a bénéficié de l'appui de l'Institut de recherches de la FSU. Elle s'intéresse à Jaurès et à l'enseignement : sa pratique, ses interven-

tions pour l'école laïque et publique, ses prises de position en matière de pédagogie pour le peuple, l'université et les grandes écoles, son soutien au syndicalisme enseignant... De grands discours à la Chambre, et aussi des textes essentiels, très connus ou beaucoup moins, de *La Dépêche* et de la Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur... En postface, on lira, par Guy Dreux et Christian Laval, une réflexion approfondie sur les missions sociales et culturelles de l'école d'aujourd'hui inspirée des analyses jaurésiennes.



Le troisième livre est publié dans la collection que dirige Vincent Peillon. Il est d'avan-

tage axé sur les grands combats en

faveur de l'enseignement laïque de 1908-1910, avec le grand discours, *Pour la Laïque*, de 1910 - repris aussi dans les deux autres anthologies - et des articles décisifs de la Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur sur les manuels et la « neutralité » scolaire.

Jean Jaurès, Laïcité et République sociale, textes choisis et présentés par Gilles Candar, introduction d'Antoine Casanova, avant-propos de Patrick Le Hyaric, Paris, Le Cherche Midi, 2005, 238 p., 15 euros

Jean Jaurès, De l'éducation, anthologie, édition établie par Madeleine Rebérioux, Guy Dreux, Christian Laval, Catherine Moulin et Gilles Candar, Syllepse/Nouveaux Regards, 2005, 308 p., 20 euros

Jean Jaurès, Pour la Laïque et autres textes, présentation de Laurence Loeffel, avant-propos de Vincent Peillon, Latresne, Le Bord de l'eau, 2006, « Bibliothèque républicaine », 128 p., 15 euros

Gilles Candar

Vaste chantier, que celui des Œuvres de Jean Jaurès, publiées par les éditions Fayard depuis 2001, placé sous la responsabilité de Gilles Candar. Il ne s'agit pas d'œuvres complètes, impossibles à mener

à bien, tant Jaurès a écrit, parlé et fait de la propagande. Et pourtant, l'ensemble est déjà considérable : pour se limiter au dernier volume - « *Les années de jeunesse* » -, il représente plus de 650 pages, nous y reviendrons dans un prochain numéro de *l'Hebdo*. Au sein de chaque volume thématique, la chronologie est respectée, qui nous permet de suivre au mieux l'évolution de Jaurès, les thèmes qui s'imposent à lui, les contacts qu'il noue. Une démarche ambitieuse, d'une ampleur jamais égale, qui ne vise pas qu'un public de spécialistes, et de chercheurs, mais aussi les citoyens curieux de se cultiver, d'apprendre, de découvrir le fleuve Jaurès, qui reste notre contemporain.

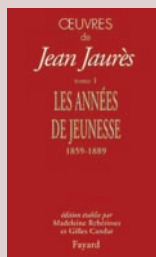
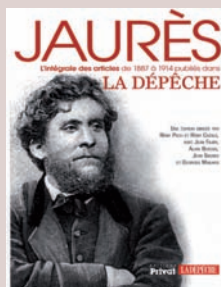
L'édition des 18 tomes des Œuvres de Jean Jaurès est préparée sous la responsabilité de la Société d'études jaurésiennes. Madeleine Rebérioux, disparue depuis peu, et Gilles Candar ont été chargés de la coordination éditoriale. Parus à ce jour : tomes 1, 3, 6, 7 et 16, Éditions Fayard

Denis Lefebvre

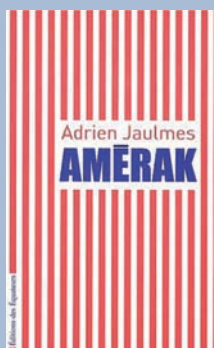
Plus d'un quart de siècle consacré à la cause journalistique. De 1887 à 1914, Jaurès a été un fidèle collaborateur de *La Dépêche*. Chroniques politiques, analyses économiques, réflexions prospectives...

Rien n'a échappé au sens critique du député du Tarn, dont la présente édition nous livre l'intégralité des contributions. Dans ces articles d'une étonnante actualité, transparaît l'investissement sans failles d'un homme qui a sacrifié son existence à la cause républicaine. La collaboration entre le célèbre tribun et le « journal de la Démocratie » ne s'est d'ailleurs jamais démentie, ouvrant au progrès social et à la gauche de réelles perspectives. Une équipe d'historiens et d'experts s'est attelé à la tâche, en éclairant chaque période d'une introduction replaçant les écrits de Jaurès dans leur contexte. Avec, en prime, un index thématique qui devrait faire de cet ouvrage une véritable référence où tous les lecteurs épris d'Histoire puiseront à pleines mains.

Jaurès. L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche, sous la direction de Rémy Pech et Rémy Cazals, Privat, 2009, 944 pages, 49 euros



LIVRES

**Embarqué en Irak**

Ressentir le vécu d'un soldat américain engagé dans le conflit en Irak, c'est toute l'ambition d'Adrien Jaulmes, dans *Améarak*. Le grand reporter au *Figaro*, embarqué aux côtés des boys US, raconte le quotidien qui fut le sien durant plusieurs semaines. Il décrit avec précision les moments de vie des jeunes soldats envoyés à plus de 10 000 kilomètres de chez eux mais qui ont su y importer leur univers. Les rues d'Améarak, contraction d'Amérique et d'Irak, s'appellent Peggy, Sue ou Jackson, là-bas, on retrouve des écrans géants qui bombardent les soldats d'informations signées Fox News. Un environnement étrangement familier. Le livre d'Adrien Jaulmes est un témoignage indispensable sur cette « première guerre post-moderne ».

D.R.

Adrien Jaulmes, *Améarak*, Éditions des Équateurs, 144 pages, 14 euros.

**L'école du futur**

L'absence de courage est profondément mortifère pour celles et ceux qui militent pour une éducation à la hauteur des défis qui sont les nôtres aujourd'hui. Dans ces conditions, il appartient très clairement à la gauche de reprendre le flambeau de la pédagogie et de montrer qu'il existe une autre manière de faire la classe. C'est en restructurant l'école de l'intérieur, en l'organisant comme un espace construit pour apprendre ensemble, en créant des unités pédagogiques à taille humaine qu'il sera possible d'avancer durablement et de faire reculer la violence. La gauche doit être au rendez-vous de la réforme, affirme Pierre Frackowiak, qui entend construire l'école du futur autour d'une nouvelle ambition, en offrant une réelle alternative à la politique mise en œuvre par la droite. Un excellent ouvrage qui montre qu'il est possible de changer de système et de redonner un véritable espoir aux acteurs de l'éducation.

D.R.

Pierre Frackowiak, *Pour une école du futur*. Du neuf et du courage, Chronique sociale, 2009, 208 pages, 14,5 euros

DVD

**Sexe et préjugés**

Göran et Sven vivent dans une banlieue pavillonnaire suédoise. Parfait pour fonder une famille. Couple homosexuel, leur dossier d'adoption vient d'être accepté et ils attendent la venue prochaine de Patrick, un an et demi. Le bonheur au bout des doigts...

Sauf qu'il y a eu une légère faute de frappe sur le dossier de Patrick qui est en fait un ado de 15 ans. Son parcours est celui d'un petit voyou, loin du nouveau né tout rose annoncé. Sven ne

veut pas d'un ado et Patrick ne veut pas vivre chez des « pédophiles ». « Pédophiles », corrige Göran qui essaie d'encaisser les joies de la famille avant de corriger l'injure. Accueillis par de grands sourires, Göran et Sven se confrontent à l'hypocrisie, aux préjugés de leur entourage et des autres familles hétérosexuelles. Les quelques clichés qui traînent dans le film sont effacés par la drôlerie et la tendresse du regard d'Ella Lemhagen et de sa caméra.

C.C.

Les joies de la famille, réalisé par Ella Lemhagen, sortie le 7 octobre 2009, durée 1h43

Historique



Il y a un peu plus de vingt-cinq ans, ce n'est pas si loin, des hommes mouraient guillotins derrière les murs de la prison de la Santé, en plein cœur de Paris... Et la société ne trouvait rien à redire aux habitudes de cette justice « qui coupaient les condamnés en deux, vivants » -selon les termes utilisés par Robert Badinter. Robert Badinter, avocat pénaliste, a réussi à changer le cours de l'Histoire en dix ans.... C'est précisément son combat pour la suppression de la peine de mort, depuis l'affaire Bontemps, en 1971 jusqu'à l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République et la loi historique d'octobre 1981, que raconte « L'abolition ».

« L'Abolition » est un téléfilm plein de qualités, de fond et de forme, qui fut diffusé en début d'année sur France Télévision. Porté par des acteurs très justes, le film nous fait toucher du doigt la force qui pousse quelqu'un à affronter la haine, une société et

une opinion publique sans concession, à aller à contre-courant pour une idée juste, un idéal, une conviction profonde. Pour finalement imprimer sur la nation sa vision de l'Homme et de la justice.

A.G.

L'abolition, réalisé par Jean-Daniel Verhaeghe. Scénario de Alain Godard. D'après deux ouvrages de Robert Badinter (L'Exécution et L'Abolition, éditions Fayard, 2000).

FILM

Question de survie

Le dernier film de Philippe Van Leeuw revient sur le génocide rwandais de 1994 avec un titre choc, *Le jour où Dieu est parti en voyage*. C'est l'histoire d'une femme, Jacqueline, jeune mère Tutsi. Lorsque ses deux enfants sont tués par les Hutus, elle s'échappe dans la forêt. Traumatisée, elle pense au suicide. Elle fait finalement le choix de s'accrocher à la vie. L'objectif du réalisateur n'est pas de montrer les horreurs perdurées au pays des mille collines, mais de suivre le combat d'une femme pour survivre. Pourchassée. Apeurée. Perdue au milieu d'une nature luxuriante dans laquelle pourtant l'inhumanité règne. Les dialogues quasi inexistantes laissent place à l'image d'une femme dévorée, au silence de la mort qui rode. Et au loin, des cris incessants, des coups de machette. L'esthétique se veut discrète. Mais le message passe au nom des victimes et du devoir de mémoire.

C.C.

Le jour où Dieu est parti en voyage, film de Philippe Van Leeuw, avec Ruth Nirere et Afazali Dewaele, 1h34, sortie en salle le 28 octobre.





Majid Bâ

Militant, de Dakar à Paris

■
28

Il est loin le temps où Majid Bâ représentait les étudiants à la faculté de droit de Dakar, au sein d'une organisation de jeunesse que l'on pourrait comparer à l'Unef. Pourtant, c'est avec le même entrain qu'il milite aujourd'hui au Parti socialiste. Une adhésion récente, qui remonte à un peu moins de deux ans, mais une implication qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En l'espace de quelques mois, Majid Bâ a ainsi réussi à monter un groupe de réflexion sur les thèmes de l'immigration, l'intégration et les discriminations, une structure dont il est fier. « Ici, toutes les idées sont les bienvenues, il n'y a pas de tabous et c'est sans doute pour cette raison qu'on avance, explique-t-il. Le plus jeune des participants a à peine 20 ans ; le plus âgé, plus de 70 ans. Les débats sont riches et les idées fusent ! » Majid Bâ parle de sa section du XVIII^e arrondissement de Paris, celle de La Chapelle-Goutte d'or, comme d'une famille. « Tout le monde se respecte, les échanges sont tournés vers l'avenir et nous sommes plus motivés que jamais pour aller au contact des citoyens et valoriser notre vision de la société. » Son diplôme de droit en poche, ce natif de Kaolack, au Sénégal, devient représentant commercial pour une grande marque de spiritueux à Dakar. Mais depuis l'arrivée d'Abdoulaye Wade au pouvoir en 2000, l'instabilité politique et la



“ Le concept d'immigration choisie, vanté par Sarkozy est révoltant ”

situation économique préoccupante poussent le jeune homme à quitter son pays pour la France. C'était il y a six ans. Il enchaîne alors les petits boulots au noir, souvent comme agent de sécurité, un temps comme réceptionniste dans un hôtel. Des années de grande précarité durant lesquelles ses différents patrons n'avaient pas franchement de remords à le payer très mal, et très en retard. Mais Majid ne se plaint

pas et répète que le plus important pour lui était alors de travailler. Aujourd'hui, sa situation a heureusement changé : il a obtenu un titre de séjour et cherche activement un emploi dans l'assistanat de direction. Il sait bien que les temps sont rudes, mais il reste motivé, croyant en sa volonté et en sa bonne étoile. « Et puis j'ai plus de temps pour militer », plaisante-t-il. Plus de temps aussi pour animer son groupe de réflexion donc, et « décortiquer les méthodes de la droite concernant l'immigration ». « C'est encore et toujours l'étendard électoral des conservateurs qui agitent la peur de l'étranger pour gagner des voix, dénonce-t-il. Le concept d'immigration choisie, vanté par Sarkozy est révoltant. » Et il est déterminé à le combattre.

Ariane Vincent